



PRÉFET DE L'AUBE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 04 juillet 2023

Nos réf. : SAU/FB/MT n° 23-275

Affaire suivie par : Fabrice BOBLIQUE
fabrice.boblique@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 03 51 37 61 77

Courriel : ud10.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

En application de l'article L.514-5 du code de
l'environnement, une copie de ce rapport est adressée
simultanément à l'exploitant

Objet : Société VALAUBIA à LA CHAPELLE SAINT-LUC
Porter à connaissance pour l'augmentation de la quantité de déchets autorisée sur l'UVE
P.J. : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Par courriel du 24 mars 2023 et amandé par courriel du 21 juin 2023, la société VALAUBIA a transmis à Madame la préfète et à l'inspection des installations classées un porter-à-connaissance pour son site à LA CHAPELLE-SAINT-LUC (10700) pour l'augmentation de la quantité de déchets autorisée sur l'UVE.

L'instruction du dossier relatif à la modification des conditions d'exploiter démontre que les projets présentés par la société VALAUBIA n'est pas substantiels au sens de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement.

L'inspection des installations classées propose donc la prise d'un arrêté préfectoral complémentaire visant à actualiser les dispositions de l'arrêté préfectoral modifié. Un projet d'arrêté préfectoral a été rédigé et figure en pièce jointe au présent rapport. Ce projet d'arrêté préfectoral a déjà fait l'objet d'échanges avec l'exploitant.

Rédigé par l'inspecteur de
l'environnement

Vérifié par le Chef du pôle
Ressources
ENR-Déchets-Carières

Approuvé par le chef de Service
Prévention des
Risques Anthropiques

Fabrice BOBLIQUE

Pierre CASERT

Pascal LAJUGIE

Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00

Tél. : 03 51 37 61 70

1, Boulevard Jules Guesde – CS 70377
10025 TROYES cedex

www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr

I - CONTEXTE ET PRÉSENTATION DE L'ENTREPRISE

La société VALAUBIA est une entreprise qui exploite une installation de traitement par incinération avec valorisation énergétique de déchets ménagers et d'activité économique sur le site de LA CHAPELLE-SAINT-LUC.

Le site est autorisé par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BECP2018270-001 du 27 septembre 2018 modifié.

L'objet du présent rapport est de présenter l'analyse et l'avis de l'inspection des installations classées vis-à-vis de la demande.

II – DESCRIPTION DU PROJET

II-1 Installations classées et régime de classement

Le site est classé au titre des rubriques 3520-a et 2771-1 sous le régime de l'Autorisation pour le traitement par incinération avec valorisation énergétique de 60 000 tonnes de déchets (55 000 t d'ordures ménagères et 5 000 t de déchets d'activité économiques non dangereux) et une capacité horaire de 7,5 t/h.

II-2 Projet

L'exploitant constate que le pouvoir calorifique inférieur des ordures ménagères traitées depuis la mise en route de l'installation est inférieur aux prévisions, 1 974 kcal/kg au lieu de 2 450 kcal/kg pour fournir ses clients publics et privés.

L'exploitant souhaite donc maintenir sa capacité de production d'énergie de 24,4 MW.

Le projet consiste donc en l'augmentation de capacité de traitement des déchets non dangereux selon tel-que synthétisé ci-après :

| | Tonnage | |
|--------------------|---------|------|
| | Annuel | t/h |
| OM (actuel) | 55000 | 6,88 |
| DAE (actuel) | 5000 | 0,62 |
| OM ou DAE (projet) | 6000 | 0,75 |
| Bois (actuel) | 10500 | 1,31 |

II-3 Impacts

La société VALAUBIA s'engage à respecter les valeurs limites d'émission (VLE) atmosphériques.

L'exploitant indique que le débit des fumées augmente passant de 49 281 m³/h à 54 209 m³/h et à ce titre souhaite une augmentation des flux de polluants rejetés.

La production de mâchefers est évaluée à 14 000 t/an et celle de REFIOM à 2 100 t/an.

L'augmentation des transports (1 camion/jour de déchets et 1 camion/semaine d'évacuation de sous-produits) est indiquée.

La puissance de la chaudière n'est pas modifiée ni celle du groupe turboalternateur.

III - ÉTUDE DE LA DEMANDE PAR L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'objet du chapitre V est de statuer sur le caractère substantiel ou non des modifications liées à la réalisation des projets, afin de proposer une suite adaptée.

III-1 Volet technique

Le projet initial a été autorisé par arrêté préfectoral en date du 27 septembre 2018, postérieurement à l'ordonnance de 2016, et ne prévoyait pas l'augmentation de traitement tonnage de déchets.

L'exploitant n'a pas déposé d'étude d'incidence.

Les équipements en place sont en mesure d'absorber l'augmentation du tonnage de déchets.

Les valeurs limites d'émission (VLE) de polluants atmosphériques sont respectées.

L'Etude des Risques Sanitaires (ERS) du dossier de demande d'autorisation initial utilise les hypothèses de flux à partir des concentrations de polluants prescrites et du débit des fumées. L'impact de l'augmentation des flux de polluants n'est donc pas étudiée.

La production de sous-produits (mâchefers et REFIOM) est cohérente et leurs caractéristiques ne sont pas modifiées.

Les transports sont légèrement sous évalués mais ne présentent pas d'enjeux majeurs.

L'origine des déchets sera strictement limitée au département de l'Aube.

Le Conseil Régional Grand Est a donné un avis favorable.

III-2 Volet administratif

III-2-1 Cas par cas relatif au projet

L'exploitant n'a pas déposé de demande de cas par cas.

L'instruction de l'Inspection des installations classées aboutit à une non-soumission à évaluation environnementale du fait de l'augmentation de capacité de traitement inférieure à 100 t/j.

III-2-2 Analyse de la modification

Il convient d'étudier les dispositions de l'article R. 512-46-23 du code de l'environnement :

« II. [...] Une modification est considérée comme substantielle, outre les cas où sont atteints des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé des installations classées, dès lors qu'elle est de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1.

S'il estime que la modification n'est pas substantielle, le préfet fixe, s'il y a lieu, des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R. 512-46-22. ».

Le projet consiste en l'augmentation permanente de 6 000 tonnes de déchets non dangereux par an et que la rubrique 2771 soit 10 % de la capacité actuellement autorisée.

Pour la rubrique 3520-a, le dossier indique une augmentation de capacité horaire du four de 7,5 t/h à 8,25 t/h, cette augmentation de 0,75 t/h est inférieure au seuil de 3 t/h de la rubrique.

La production et la valorisation de métaux ferreux et non ferreux est évaluée à une augmentation de 10 %.

Le projet n'entre pas dans le champ IED ni dans le champ SEVESO.

IV – AVIS DU CONSEIL RÉGIONAL GRAND EST

Le Conseil régional Grand Est a donné un avis favorable par courrier daté du 1^{er} juin 2023.

V – AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale, la modification est notable mais pas substantielle.

Les concentrations de polluants dans les émissions atmosphériques observées en 2022 sont inférieures aux valeurs limites d'émission. Les mâchefers produits depuis la mise en route de l'installation ont été valorisés.

Les Valeurs Limites d'Émissions (VLE) atmosphériques et les flux de polluants atmosphériques sont maintenus tels que prescrits dans l'arrêté préfectoral d'autorisation n° BECP2018270-001 du 27 septembre 2018 modifié.

Les quantités de déchets acceptées, de mâchefers et de REFIOM seront modifiées, ainsi que le débit des fumées telles qu'indiquées dans le rapport.

Les conclusions de l'Étude des Risques Sanitaires ne sont pas modifiées.

L'extension de capacité de l'UVE n'est pas incompatible avec l'objectif de maintien des capacités régionales d'incinération.

VI – CONCLUSION

Au vu des éléments présentés par l'exploitant et de l'analyse qui en est faite, l'inspection des installations classées propose de donner une suite favorable avec rédaction d'un arrêté préfectoral complémentaire.

*